



AJPED, WARABA, DJULUKUBAY

Au SENEGAL

**Cas de trois associations de jeunes actives dans le développement durable
de leurs communautés dans les domaines de l'éducation, de
l'environnement et de la santé.**

Chargé de l'étude : Bamba Diaw, Enda Jeunesse Action

Préambule

Les propositions méthodologiques initiales faites par les coordonnateurs de l'étude ont été rediscutées avec les structures partenaires (Claire-Enfance, Acas, Enda Guédiéwaye) et les associations co-actrices de l'étude (Waraba, Ajped, Djulukabay).

Ce processus participatif, instauré dès la conception de cette étude, a prévalu et continuera à prévaloir dans le cadre du suivi de son suivi.

Elle concerne trois associations dans trois villes au Sénégal : l'Association des Jeunes pour l'Emploi et le Développement (Ajped) à Ziguinchor, l'Association de Développement de Khor Usine, le Waraba à Saint Louis et l'Association Djulukabay à Dakar.

Contexte

Le Sénégal est un pays à population essentiellement jeune. Plus de 57% de celle-ci a moins de 20 ans. Les regroupements d'enfants et de jeunes sont un phénomène qui date de très longtemps en Afrique en général, et au Sénégal en particulier.

Ils ont connu plusieurs évolutions dans leur structuration. L'appropriation et l'ancrage des devoirs, des comportements et des attitudes chez chacun de ses membres, à travers les rites et cérémonies d'initiation, entraînent vis à vis d'elle, de leur part, une grande disponibilité par rapport à ses problèmes.

En effet, face aux défis majeurs qui interpellent leurs communautés, les enfants et les jeunes voient s'opérer ou opèrent des réajustements quand à leurs rôles, statuts, buts, modes d'organisation et de fonctionnement. Ils sont devenus des acteurs de la structuration et de la transformation de leurs propres réalités sociales.

Ils mènent diverses actions allant dans le sens du développement durable de leurs communautés, notamment par le biais de la mise en place d'infrastructures et de réalisations de nature à répondre à ses préoccupations.

Le manque d'infrastructures et la paupérisation galopante engendrent des déséquilibres par rapport aux capacités des familles, des communautés à faire face aux besoins cruciaux que sont l'accès à l'éducation, la santé..., les services sociaux de base. A cela s'ajoutent un sous-emploi chronique des jeunes, une précarité de l'emploi et la montée des fléaux que sont la drogue, la violence urbaine....

L'exclusion et la marginalisation renforcent le cycle de fabrication et de reproduction des mécanismes de pauvreté.

Ces déséquilibres engendrent une exclusion et une marginalisation dont les conséquences sont encore plus durement ressenties par les couches vulnérables que sont les enfants et les femmes.

La redéfinition des rôles que doivent jouer les regroupements d'enfants et de jeunes auprès de leurs communautés s'est systématisée à travers la mise en place d'associations de développement.

Dans le domaine de la santé, l'Etat du Sénégal assure certes une bonne couverture du territoire en matière de postes de santé, de dispensaires et d'hopitaux; l'Initiative de Bamako a favorisé un accès moins coûteux aux médicaments. Cependant, il subsiste de nombreuses difficultés relatives :

- aux coûts de construction encore élevés
- aux disparités spatiales dans la répartition des postes
- au personnel insuffisant
- au sous équipement des infrastructures

Le taux de scolarisation atteint à peine les 48%. L'éducation coûte chère (fournitures, droits d'inscription, transports, cotisations...). Et les familles des couches populaires choisissent souvent de sacrifier la scolarisation des enfants au profit d'activités économiques ou d'apprentissage populaire.

Les conditions de vie sont caractérisées par une extrême pauvreté et précarité en milieu urbain et rural au Sénégal. La promiscuité en milieu urbain, la quasi inexistence d'écoles, de coins de toilettes, de l'électricité ou de l'eau courante (en milieux urbain et rural) sont corollaires d'un environnement dégradé. Le manque d'espace pour les activités ludiques et culturelles des enfants et jeunes, est souvent source de conflits au sein de la communauté ou entre la communauté et l'Etat.

Cependant les populations ne restent pas les bras croisés face aux manques et lacunes. Un système de réponses sous forme d'actions organisées émerge de plus en plus comme modèle alternatif. Ces actions sur le champs de l'éducation, de la santé, de l'environnement et de la culture méritent d'être bien cernées, dans leurs dynamiques et processus internes et leurs modes de concrétisation.

Celles conçues et mises en oeuvre par les associations d'enfants et de jeunes sont l'objet de cette présente étude.

Le concept de communauté nous a semblé plus apte à traduire cette réalité du terrain d'évolution des associations. La communauté est un concept qui met l'accent sur des liens plus forts que ceux liés à celui moderne de quartier (liens de parenté, conscience de la même identité de condition...). Le quartier est, dans sa définition moderne, une juxtaposition de maisons et ne réflète pas nécessairement une quelconque dynamique communautaire.

La notion de communauté, plus large et ouverte, englobe celle de quartier, de village, d'arrondissements, de département, de région et de pays et implique un engagement politique de ses membres pour sa défense, son développement, pour tout dire sa destinée.

1. CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES DES MEMBRES DES ASSOCIATIONS

1. 1. Composition ethnique

Les associations de développement co-actrices de cette étude ont une composition pluri-ethnique. Les ethnies suivantes ont été recensées auprès d'elles :

- | | | | |
|-------------------|-------------|-----------|-----------|
| - Diola | - Mancagne | - Bambara | - Bassari |
| - Peul/Toucouleur | - Sarakholé | - Wolof | |
| - Mandingue | - Socé | - Serere | |

Le profil des participants aux focus groups révèle que l'Ajped de Ziguinchor est composée majoritairement de Diolas Fogny et Blouf (58,68%), suivis des Peuls/toucouleurs (25%),...

Tandis qu'à Saint Louis, le Waraba voit une prédominance de Bambaras (80%).

A Dakar, l'association Djulukabay est composée exclusivement de Diolas Kassa.

Autant dire que ces associations sont à l'image du pays qu'est le Sénégal - pluralité, diversité des traits culturels - et aussi des associations d'enfants et de jeunes recensées.

1. 2. Age

A Ziguinchor, l'âge moyen des membres de l'Ajped est de 27,52 ans.

A Dakar, au niveau de l'association Djulukabay, l'âge moyen est de 25,51 ans.

A Khor, Saint Louis, l'âge moyen des membres de l'association Waraba est de 31,28 ans.

Ces trois associations ont une définition commune des étapes de la vie : l'enfance est la période comprise entre 0-18 ans, la jeunesse celle comprise entre 19-45 ans et l'âge adulte est à partir de 46 ans.

D'autres critères que l'âge entrent en jeu dans la définition du statut social : la croissance biologique, la situation matrimoniale, le savoir (savoir faire, savoir être), l'accomplissement des rites d'initiation....

La notion de classe d'âge apparaît centrale pour toutes ces associations. Elle est même un des principes constitutifs de celles ci.

La répartition par âge révèle l'existence de plusieurs classes d'âge au sein d'une même association. Cela dénote l'étroite imbrication-implication des membres d'une même communauté, quand il s'agit de faire oeuvre utile ou de défendre les intérêts de celle ci. Des passerelles existent entre les différents segments, de même que des cadres de concertation. Les Aînés et Vieux d'une communauté sont appelés à jouer un rôle de conseillers ou de modérateurs en cas de conflit dans les associations ou/et classes d'âge.

Si la proportion des moins de 18 ans est sous représentée au sein des instances dirigeantes des associations avec qui nous avons cheminé, cela est lié à des facteurs culturels qui tendent à considérer comme immatures les enfants et les jeunes, donc pas aptes à assumer des responsabilités; alors qu'ils sont très sollicités dans l'exécution des tâches.

C'est une situation souvent porteuse de conflits de générations, comme nous avons pu l'observer au cours de l'étude.

1. 3. Genre

Les filles ayant participé aux focus groups avec l'Ajped représentent 42,10% de l'effectif total de ceux ci, 46,42% au Waraba et 39,52% à Djulukabay.

Ces taux reflètent bien leur taux de présence dans les associations sus mentionnées. Cependant présence n'est pas participation, ni implication. Ces jeunes filles constituent l'ossature de ces associations, même si elles n'occupent que rarement des postes décisifs. Cela peut être une des raisons explicatives de la prolifération des groupements exclusivement composés de de jeunes filles et de femmes.

Les rôles sont inversés dans ces groupements. Les femmes et jeunes filles gèrent la conception, la planification, la mise en oeuvre et le suivi des actions. Les hommes sont sollicités surtout pour des tâches pratiques ou pour servir de conseillers.

1. 4. Statut socio-professionnel

Les statuts socioprofessionnels des membres des associations actives dans le développement de durables de leurs communautés reflètent ceux des habitants des ces communautés.

Le quartier Peyrissac de Ziguinchor est un quartier majoritairement composé d'ouvriers, de travailleurs du secteur de l'économie populaire urbaine, de chômeurs et d'élèves.

Certains membres de l'association sont sans profession (15,78% des participants aux focus groups).

Le quartier Khor de Saint Louis est un quartier essentiellement rural. Ses habitants trouvent à s'occuper dans le maraîchage (activité première essentielle). Seuls 16 habitants parmi les 2500 travaillent dans le secteur formel, dans l'administration sénégalaise.

Au niveau de l'association Djulukabay de Dakar, plus de la moitié des participants aux focus groups sont des élèves et étudiants (51,28%). Ils sont suivis des travailleurs des administrations publiques ou privées (9%).

Il apparait ainsi que les associations Ajped et Waraba ont une majorité de membres s'activant dans l'économie populaire urbaine. Le secteur agricole apparait comme une dominante, particulièrement au niveau de Waraba. En ce qui concerne l'Ajped, ce secteur a revêtu une dimension particulière aux débuts de l'association et a été progressivement abandonné au profit d'autres activités.

L'association Djulukabay de Dakar, à l'image de beaucoup d'associations urbaines au Sénégal, est à dominante élèves-étudiants. Si l'on se réfère à l'association globale, cette tendance est inversée : les 2/3 des membres des différentes sections trouvent à s'occuper dans les domaines de l'agriculture et de l'économie populaire.

Les membres de ces associations ont divers niveaux d'instruction et de formation, comme nous allons le voir ci dessous.

1. 5. Niveau d'instruction

Les membres des associations co-actrices de cette étude ont un niveau d'instruction scolaire compris entre le CEII et l'Université, pour ceux qui ont été scolarisés.

Seuls 3 membres de Djulukabay, parmi ceux qui ont participé aux focus groups, sont analphabètes. Parmi les autres participants de tous les focus groups 37,43% ont atteint le niveau CMII, 17,60% le 3^o secondaire, 30,42 % la terminale et 11,33% ont fréquenté ou fréquentent l'université.

Des nuances existent cependant. Au niveau de l'Ajped, près de la moitié des participants ont arrêté leurs études au CMII. A Waraba, les membres les plus scolarisés ont atteint le niveau de Seconde-Terminale. Tandis qu'à Djulukabay, la dominante est le niveau CEII-CMII.

La proportion la plus élevée d'universitaires se trouve à l'Ajped, suivie de près par Djulukabay.

1. 6. Situation matrimoniale

Cette étude traite des associations d'enfants et de jeunes. Le profil des participants aux focus groups révèle un faible taux de mariés (21,05% à Ajped, 32,14% à Waraba, 21,21% à Djulukabay), malgré les moyennes d'âge assez élevées :

MD : "Comment se marier quand on vit dans une précarité permanente : logement, emploi, nourriture. Nous les jeunes, nous sommes conscients que de mauvaises conditions de vie engendrent les phénomènes de déviance chez les enfants. C'est pourquoi il est devenu difficile de se marier. Nous ne remettons pas en cause l'institution sociale qu'est le mariage, mais nous ne pouvons pas nous permettre de céder aux pressions sans en peser les conséquences."

2. MODES D'ORGANISATION DES ASSOCIATIONS

2. 1. Historique

Le phénomène de "mass" fait partie du substrat culturel du Sénégal.

Les classes d'âge sont des groupes informels de jeunes ayant comme dénominateur commun l'appartenance à une même tranche d'âge.

Les regroupements s'opèrent sur la base de l'appartenance à une même classe ou entre des classes d'âge assez proches. Les membres d'une même classe d'âge se fréquentent, participent aux mêmes activités ludiques et sont solidaires les uns des autres.

La solidarité ainsi mise en exergue est sous tendue par le fait que les enfants et jeunes, appartenant aux mêmes classes d'âge, accomplissent ensemble les rites organisés par la communauté pour les initier aux différentes étapes de la vie. Dans "la case de l'homme" se tissent des liens sacrés, plus forts même que ceux du sang. La communauté investit dans ses enfants en termes de savoir, de savoir être et de savoir faire. C'est ainsi que ses intérêts priment sur ceux de ses membres et que l'individualisme est érigé au rang de tabou.

Dés lors, chaque membre de la communauté recherche le compagnonage de ses pairs, avec qui il accède aux différents paliers qui déterminent les rôles, statuts de chaque segment (enfant, jeune, femme, adulte, vieillard).

Les contextes socio-culturels ont été bouleversés avec l'avènement de l'urbanisation, de la colonisation et la percée de l'acculturation/assimilation.

Toutefois, en milieu rural et encore, ils ont conservé leur vocation de lieu d'entre-aide et de solidarité au service de la communauté, comme c'est le cas avec l'association Djulukabay.

Dans leur structuration actuelle, les regroupements d'enfants et de jeunes actifs dans le développement durable de leurs communautés sont d'apparition récente. On assiste dans les années 50 à une floraison de créations d'associations de jeunes dans les quartiers populaires urbains.¹

La caractéristique essentielle de ces associations de jeunes, c'est d'être orientées vers des activités culturelles et de loisirs. Elles sont structurées en clubs. Les modèles et référents n'étaient pas puisés dans le patrimoine culturel de la société sénégalaise, mais dans ceux des pays occidentaux. Les noms de ces associations avaient toute une portée symbolique, idéologique : ex les Aigles d'Azur, les Parisiens, les Anges de Parnasse, les Italiennes.... Les activités dominantes de ces clubs étaient des bals, surprise-parties, thé...

De nouvelles formes d'organisation sont apparues plus tard. Elles se sont reflétées dans un premier temps par l'adoption de noms à consonances locales : "un élément de culture progresse dans la jeunesse : le sentiment d'**africanité**, désir de retrouver les racines culturelles, les secrets, la magie et les rites".²

A cette même époque, les populations éprouvent un engouement sans précédent pour les "navétanes", les "simb", "sabars", ballets et autres folklores. Les joutes sportives (foot ball, luttes...) constituent la principale activité des associations dans les quartiers populaires.

Les années 70 coïncident aussi avec les premières crises économiques, agricoles et même politiques qu'a traversé le Sénégal. L'échec des politiques initiées par l'Etat, lié à la sécheresse et la conjoncture économique difficile, a eu des conséquences désastreuses sur les couches les plus défavorisées des populations urbaines et surtout rurales.

Il s'est instauré un exode massif des campagnes vers les villes, notamment vers Dakar la capitale du Sénégal. Cet exode a opéré un dépeuplement des campagnes, surtout au niveau de ces bras valides que sont les jeunes (filles et garçons).

Paradoxalement, ces difficultés traversées par le pays ont constitué un stimulant pour l'imagination créative populaire et aiguisé le sens des responsabilités des jeunes dans la prise en charge des problèmes communautaires. Les associations d'enfants et jeunes sont passées de la surpriorisation d'activités sportives et culturelles à un engagement sans faille dans la bataille du développement.

¹ M Billen, N LE Guerinel, JP Moreigne, S Diallo : Groupes informels de jeunes à Dakar, série Jeuda N°14, Enda tm, Dakar, 1985, 64p

² Terenzio F: appui à l'émergence d'une culture urbaine de jeunes à Dakar, serie Jeuda n° 32, enda tm, Dakar, 1989, p1

Mais peut être fallait-il d'abord se débarrasser de toutes les impuretés, grisaille et noirceur des villes ! Et ce fut l'avènement du Set Settal !³

Les actions d'assainissement et d'embellissement réalisées par les enfants et jeunes dans les quartiers ont été systématisées en programmes générateurs d'emplois avec l'aide d'une agence dénommé AGETIP.

En ce qui concerne les trois associations co-actrices de cette étude, elles ont été créées par un ou plusieurs aînés :

2. 1. 1. Ajped

BS (Président Ajped): "C'est à dire que l'Ajped à un certain moment, c'était nous, c'est à dire des jeunes du quartier, qui ont suspendu leurs études à un certain moment du processus de l'année scolaire. Pour ne pas rester comme ça les bras croisés, nous avons pensé, avec l'initiative d'un de nos aînés du quartier, en l'occurrence Vieux Bodian, à mettre en place une structure. C'est lui même qui a donné le sigle de l'association qui est l'Association des Jeunes de Peyrissac pour l'Emploi et le Développement (AJPED). Parce qu'on était du même quartier, on faisait le sport et tout. Tout ce qu'on faisait, on le faisait ensemble, un groupe de 14 sans risque de me tromper. On avait constitué une assemblée constitutive au mois de Juillet, le 28 Juillet 1988 chez les Moustapha Badji avec la participation du CDEPS (...). L'association a commencé à fonctionner avec un bureau. Le Président, en l'occurrence le premier Président, c'était Ousmane Badji, son Vice Président, Ousmane Fadera, responsable de la Case de santé aujourd'hui (...). Tout le monde avait des responsabilités".

Ce qui avait motivé les jeunes de Peyrissac à mettre en place leur association c'est, comme l'indique la dénomination, la promotion de l'emploi des jeunes par les jeunes eux mêmes. De jeunes élèves et étudiants avaient vu leurs études interrompues et ils restaient oisifs dans le quartier. Ils ont voulu réagir dans un premier temps pour s'occuper ; même si au cours des discussions, les jeunes disent qu'ils ne voulaient pas régler les préoccupations à eux:

MD: "Mais l'Ajped, c'est l'association des jeunes pour l'emploi et le développement. Ce que nous avons fait, ça fait partie du développement. C'est pourquoi nous devons prendre le temps de réfléchir pour voir comment aider au développement du quartier. C'est ça. Nous ne voulions pas régler seulement nos problèmes d'étudiants (...). Si je laisse tout ce temps pour aller enseigner aux enfants, c'est pas mon problème que je veux régler mais celui du quartier".

La situation vécue par ces jeunes était le reflet de la situation de toutes les composantes de la communauté :

F C : "Quand l'association a vu le jour, il y'avait des jeunes qui étaient là. Ils appartenaient au même groupe d'âge, "les mass". Ils se sont regroupés, cependant ils étudiaient. Nous nous sommes réveillés un jour et nous les avons vu prendre leurs pelles, aller cultiver et rentrer. Mais nous ne savions pas ce dont ils s'occupaient.. Quand ils avaient des activités, ils invitaient des filles d'autres quartiers qui leur faisaient la restauration, ils mangeaient avec elles, bon. Il regroupait des gens d'autres rues. Un long temps s'est écoulé. Et un jour ils ont discuté entre eux, se sont rendus compte qu'en agissant ainsi, ils faisaient une autre politique qui concernait des gens de l'extérieur et n'impliquait pas leur communauté. Alors qu'il fallait qu'ils fassent le regroupement avec les gens du quartier d'abord, même si nous n'appartenons

³ Enda tm : Les murs qui parlent, enda tm, Dakar, 1989

pas aux mêmes classes d'âge, après, bon. C'est en 1992 seulement que les jeunes filles du quartier ont été cooptées. Quand nous sommes devenues membres de l'Association, les gars continuaient à se livrer à l'agriculture. Quelquefois, des gars attendaient que les produits mûrissent et juste avant la récolte les dérobaient. Après cela, ils ont convoqué une réunion entre eux et ensuite convoqué tout le monde, toute la rue en réunion”.

L'association mise en place était d'abord centrée sur les intérêts de ses membres. C'est par la suite qu'il y'a eu implication de la communauté. Le souci de l'impliquer a amené les jeunes à initier des action en sa faveur, en prenant soin de prendre l'attache de spécialistes d'Ong (Enda Acas) et des services de l'Etat (CEDEPS).

2. 1. 2. Waraba

MT(40ans): “Je connais un peu cette histoire, notamment avec les Modou Ndiaye, Ibrahima Koné, Baye Cheikh, Mballo... Ils étaient ensemble. Ils se sont dit qu'ils vont créer une association. Ils sont restés discuter très longtemps sur ce sujet. Ils se sont demandé quel nom donner à cette association. Chacun s'est prononcé. Quelqu'un a dit que leur symbole, c'est le lion et le lion en bambara signifie Waraba. C'est comme ça que le nom de l'association a été trouvé”.

En fait, les jeunes qui ont créé cette association s'étaient investis dans un premier temps dans des activités culturelles. Ils avaient monté une troupe théâtrale qui réalisait des prestations rémunérées dans divers quartiers de Saint Louis. En 1973, les jeunes du quartier ont voulu participer aux “navétanes”. Pour ce faire, ils avaient besoin de se constituer en Association Sportive et Culturelle (ASC). C'est ainsi qu'est née l'ASC Waraba.

En 1992, à l'occasion d'une assemblée générale de l'ASC, les participants avaient beaucoup discuté du mouvement Set Settal et de la nécessité de mettre en place d'autres actions que le foot ball et le théâtre :

DC : “En 1993, Claire Enfance nous a contacté pour nous dire qu'elle voulait mettre en place un cadre de partenariat avec les associations évoluant à Saint Louis. A ce moment nous avons mandaté une personne pour suivre les relations avec cette structure.

Et d'ailleurs, il a été recruté par la suite par cette Ong. Nous avons exprimé le désir d'agir par rapport à notre environnement, notamment par la création d'un Espace Vert (...). C'est en 1994 que nous avons pris l'option claire de nous investir dans le développement de notre communauté. Nos préoccupations au départ étaient la prise en charge des enfants surtout pendant les vacances”.

Le Waraba s'est donc structuré progressivement en association de développement de quartier. A partir d'activités culturelles et sportives, ses membres ont pris conscience de la nécessité de faire plus, en prenant en charge les problèmes auxquels était confrontée la communauté.

La mise en place des actions de développement du quartier s'est faite avec l'appui de Claire-Enfance et de l'ODCAV.

2. 1. 3. Djulukabay

T D : “Notre association a été créée le 14 Janvier 1961 au village de Djivente par nos parents, oncles et grands frères. Elle a pris le nom de Djulukabay qui sont les deuxièmes habitants du

village - les premiers étant les Ujenek - en 1972. Elle regroupe les “Effalum” (classes d’âge et familles du village)”.

Djulukabay est la résultante d’un mode d’organisation traditionnel d’une communauté : le regroupement des familles d’une même communauté pour affronter les problèmes, instaurer la solidarité et l’entre-aide dans les travaux champêtres, la construction de maisons.... Cette dynamique communautaire, héritée par les jeunes, pour être reconnue officiellement, a été transformée en association. Au niveau du village, toutes les filles, tous les fils du terroir en font partie (enfants, jeunes, adultes, vieux). Avec l’exode vers les villes, des sections ont été installées, dont celle de Dakar, avec qui nous avons cheminé au cours de cette étude.

Seulement, l’association Djulukabay n’a pas eu à bénéficier d’appuis extérieurs institutionnels pour la mise en place des actions de développement. L’appui d’institutions est venu plutard, notamment avec Enda Tm Jeunesse-Action.

L’association Djulukabay est la doyenne d’âge, suivie de Waraba et de Ajped qui est la dernière à avoir été créée.

L’Ajped et le Waraba connaissent des modes de création identiques. Des jeunes d’un quartier décident de se regrouper en association. Toutes les deux ont eu au départ une orientation clairement exprimée, la création ou l’exercice d’emplois ou d’activités génératrices de revenus pour les membres. Waraba y a ajouté et maintenu une dimension sportive et culturelle.

Tandis que le Djulukabay a eu une vocation d’entre-aide et de solidarité pour les ressortissants d’une communauté villageoise, celle de Djivente.

Les premières actions entreprises par ces trois (3) associations avaient trait aux thèmes des sports et de la culture (Waraba, Djulukabay), de l’éducation (Ajped, Waraba), de la santé (Ajped, Djulukabay), de l’environnement (Ajped, Waraba, Djulukabay).

Ce n’est que progressivement que des préoccupations relatives au développement de leurs communautés sont apparues.

Ces communautés sont circonscrites dans des aires géographiques déterminées. Cependant les actions entreprises peuvent se dérouler à partir d’autres zones.

2. 2. Aires d'évolution des associations

Les associations avec qui nous avons cheminé ont leurs sièges dans les quartiers de Peyrissac (Ziguinchor), Khor (Saint Louis), Yarakh (Dakar).

2. 2. 2. Ziguinchor

La ville de Ziguinchor a une population **de 80.000 habitants**. Elle est composée d'une dizaine de quartiers.

Le quartier de Peyrissac est limité à l'Ouest par une école primaire, à l'Est par les routes menant vers le rond point Belali et l'hôpital régional, au Sud par le quartier Niafoulène et au Nord par la route menant vers le Cap Skirring.

La visite guidée du quartier effectuée avec les jeunes a permis de recenser les infrastructures et de s'entretenir avec l'Imam, les Notables du quartier, les Aînés et des commerçants.

Peyrissac est un quartier populaire bordé de larges avenues de sable, d'habitations en banco avec des toitures en zinc. L'éclairage public est quasi inexistant et la plupart des maisons ne sont pas électrifiées et ne disposent pas d'eau courante. Des lopins de terre sont réservés à la culture maraîchère dans presque toutes celles-ci.

Selon un vieux notable, ce quartier a vu le jour en 1950. C'était un terrain qui appartenait à l'ancienne maison commerciale coloniale Peyrissac. Elle a décidé de céder le terrain à ses ouvriers pour une occupation à usage d'habitat.

C'était une forêt à l'époque, et il a fallu réaliser de grands travaux d'aménagement pour le rendre utilisable. La faune et la flore n'ont pas été épargnées. C'est après ces travaux qu'il a été lotissé.

Selon les vieux du quartier, le lotissement a été réalisé sans tenir compte de l'avis de la population. Ce qui génère beaucoup de problèmes actuellement, notamment le manque d'espaces (aires de jeux pour les jeunes, espaces pour construire des infrastructures socio-culturelles, éducatives, sanitaires....).

Un ingénieur aménagiste avait demandé l'annulation du plan de lotissement, car il ne tenait pas compte de l'explosion démographique prévisible qui nécessiterait l'extension du quartier. Mais son point de vue n'avait pas été écouté.

L'une des conséquences de ce plan de lotissement a été, bien des années plus tard, le déguerpissement et le relogement d'habitants dans d'autres quartiers comme Grand Dakar. Le photographe qui nous accompagnait a vu sa famille reloger à Grand Dakar, car la concession qu'elle occupait avait été choisie pour abriter l'école primaire.

La population du quartier, à l'image de celle du pays, est à forte prédominance de jeunes (plus de 70% de la population de ce quartier a moins de 20 ans, selon les estimations de l'Ajped). La plupart de ces jeunes sont sans emploi :

O B (Viel habitant): "Nous les Vieux, nous sommes inquiets. Car nous ne savons que faire pour soulager nos enfants. Ils ont énormément de problèmes. Ils restent toute la journée sans rien faire. L'Etat ne fait rien pour eux. Nous manquons cruellement de moyens et nos

pensions de retraite ne suffisent même pas pour assurer la dépense quotidienne; c'est la débrouillardise au quotidien".

L'Ajped a étendu ces actions au delà du quartier de Peyrissac. Aujourd'hui, elle intervient dans d'autres quartiers de Ziguinchor (Sindian, Grand Dakar) et dans d'autres localités (Bignona, Kolda). Cette extension s'est faite par le biais de l'exécution de certains programmes du gouvernement (PAIS I et II) ou d'autres associations non gouvernementales comme l'AFVP, ANCS.

2. 2. 2. St Louis

Tout au Nord du Sénégal, la ville de Saint Louis a une population d'environ 100.000 âmes. Vielle ville coloniale, elle fut capitale de l'Afrique Occidentale Française (AOF), puis première capitale de l'Etat du Sénégal. Entourée d'eau, elle est divisée en trois parties:

- la Langue de Barbarie, délimitée au Sud par la frontière avec la Mauritanie et au Nord par l'embouchure du Fleuve Sénégal et de l'Océan Atlantique, avec les quartiers de Santhiaba, Goxu Mbacc, Guet Ndar

- l'île qui comprend les deux quartiers de Lodo et de Sindoni

- Sor qui comprend les quartiers de Diamegueune, Léona, Pikine, Balakoss, NDiolofène, Khor, Darou.

Ces grands quartiers recèlent en leur sein des sous quartiers. Et tout autour de Saint Louis, existent des petits villages et de nouveaux quartiers nés de l'extension de la ville, notamment vers les sorties (vers l'Université et après Pikine).

Le quartier de Khor est délimité au Nord par la route Nationale, au Sud par les marécages et de petits îlots, à l'Est par un muret servant de digue protectrice contre les eaux et à l'Ouest par une autre digue érigée par la commune.

Selon un des vieux notables, membre du Conseil de Quartier de Khor, dont le point de vue est attesté par un document de l'Ifan⁴, la colonie Bambara venue du Mali s'est installée dans différents quartiers de Saint Louis (Khor, NDiolofène et Senefobougou). Les premiers arrivants s'étaient installés à Khor Mission. Etant de religion animiste, certains se sont convertis au protestantisme et ont été encadrés par la mission Protestante installée avant leur arrivée. D'autres se sont convertis à l'Islam à la suite de Ngolo I°. Une partie de la population s'est déplacée pour s'installer à côté de l'usine de traitement des eaux de la Société Des Eaux (ex Sonees), en donnant à ce quartier le nom de Ngolobougou.

Ce quartier s'appelle aujourd'hui Khor Usine. Le quartier de Ndiolofène abritait le jardin potager de Saint Louis. Et aujourd'hui encore "Toolu Buur" est un des plus grands jardins potagers de Saint Louis.

Le Waraba a son siège à Khor Usine. Les jeunes qui nous ont fait visiter le quartier se sont limités à la visite de Khor Usine. Selon eux, il n'existe pas de clivage entre les deux sous quartiers, cependant le rapprochement et l'implication des tous les habitants de ces quartiers

⁴ La colonie Bambara, de Khor à Njolofoène, Saint Louis, Notes Africaines n°40, 1948, Bulletin d'informations et de correspondances, IFAN

dans les actions de développement sont des préoccupations qui ont été ressorties lors des focus groups.

La dimension eau revêt une importance particulière dans ce quartier. Celui-ci est bâti sur l'eau, environné d'eau. L'eau est un fléau et en même temps sa principale richesse. Le trop plein des eaux traitées par la SDE est utilisé pour l'arrosage des jardins maraîchers du quartier. Des tuyaux sont branchés directement au niveau du deversoir de trop plein et pompent l'eau pour alimenter un canal qui ceinture le quartier. Les maraîchers y branchent leurs tuyaux pour se ravitailler.

Le Waraba a pour aire d'évolution actuelle le quartier de Khor. Elle ne mène pas des actions dans d'autres quartiers de Saint Louis ou dans la région. Khor est distant d'environ 7 kms de Saint Louis.

2. 2. 3. Dakar / Djivente

Basé à Djivente, agissant à partir du village, de Kolda et de la Gambie, Djulukabay revêt une dimension spécifique par rapport aux autres associations avec qui nous avons cheminé : elle est une fédération de sections d'associations de ressortissants basées au village et dans d'autres localités. Avec l'exode des jeunes, partout où se trouve une colonie importante de ressortissants, ceux-ci se regroupent en association.

Celle de Dakar avec qui nous avons cheminé a son siège chez un des membres, à Yarakh. L'association ne mène aucune action directe dans le quartier en dehors des réunions, des répétitions et chants du terroir. Ses membres habitent à Yarakh, Yeumbeul, Fass, Médina...ou chez l'employeur.

Les actions de développement réalisées ont trait à la prise en charge des problèmes des membres à Dakar et la mise en oeuvre d'actions ponctuelles au village.

Le village de Djivente compte environ 1000 habitants, parmi lesquels seuls 300, composés surtout de vieux, y vivent régulièrement.

Il est situé dans le département d'Oussouye à environ 1,5 km de la commune d'Oussouye.

Les habitations sont en banco et paille. Le village n'est pas encore électrifié et ne dispose pas encore d'eau courante. Ses habitants s'adonnent à la culture de l'arachide et du riz. Des vergers individuels existent où sont cultivés des oignons, des haricots, le bissap.... L'association Djulukabay a mis en place un jardin collectif.

Au niveau des champs, distants d'environ 1,5 km des habitations, nous avons remarqué que les produits de la cueillette constituent une des sources de revenus déterminantes pour les habitants.

La fabrication de poteries artisanales est une autre activité essentielle, pratiquée exclusivement dans toute la zone par deux villages : Ejungu et Djivente.

Les associations co-actrices de cette étude, du point de vue de leurs aires d'évolution, présentent bien des spécificités.

Si à Saint Louis, l'action de Waraba est circonscrite au quartier de Khor, à Ziguinchor l'Ajped a vu son champ d'intervention dépasser le quartier de Peyrissac pour embrasser d'autres localités. Alors que la section de Djulukabay Dakar a pour vocation l'entre-aide et la solidarité à Dakar et le développement du terroir d'origine.

2. 3. Adhésion et structuration

2.3.1 *Qualité de membre*

Le seul fait d'être membre de la communauté donne automatiquement la qualité de membre de l'association ou des associations existantes. C'est une constante rencontrée à Saint Louis, Dakar et Ziguinchor, et plus globalement, au niveau des associations de développement des enfants et jeunes au Sénégal.

Bien que la quasi-totalité des associations subordonnent l'adhésion effective à l'achat de cartes de membres ou à des contributions substantielles, ainsi que l'acquittement régulier des cotisations, ce système est rarement respecté.

Au niveau de Djulukabay et de Waraba, les membres détenant une carte sont astreints à cotiser régulièrement ou alors ils risquent de payer des amendes. Ajped a beaucoup plus de difficultés à recouvrer les cotisations.

Les configurations recensées auprès des trois associations révèlent quatre (4) catégories : membre actif, membre simple, membre d'honneur, marraine et parrain.

Les ainé(e)s sont des membres conseillers et l'association entretient des relations avec toutes les composantes. A Saint Louis, Waraba est membre du Conseil de Quartier qui regroupe tous les acteurs (groupements de femmes, association des enfants et des jeunes, assemblée des Notables).

Ajped compte 150 membres, Djilukubaye Dakar plus de 250 et Waraba près de 1500.

3.3.2 *Organisation et répartition des tâches*

A Saint Louis, Dakar comme à Ziguinchor les trois associations co-actrices de cette étude sont structurées ainsi :

- Président
- Secrétaire Général
- Trésorier
- Chargé de Programme
- Relations extérieures
- Commissions
- Section Féminine

En principe, n'importe qui peut accéder à ces postes de responsabilité. Les élections se font à l'occasion des assemblées générales annuelles réunissant tous les membres de l'association et en présence souvent des ainé(e)s. A cette occasion est mis sur pied le Comité Directeur chargé de plancher sur l'élaboration d'un programme de travail.

3.3.3 Moyens

Ils sont constitués des cotisations, dons, legs, quêtes, recettes tirées d'activités sportives et culturelles, des infrastructures mises en place par les associations (case de santé, école, périmètres maraîchers)... Les trois associations disposent toutes de périmètres maraîchers. Si celles de Waraba et Djulukabay sont exploitées actuellement et participent au financement des activités, celui de l'Ajped ne l'est pas.

Ajped et Djulukabay mettent à disposition d'Ongs, de structures gouvernementales et de particuliers des personnes ressources pour des prestations rémunérées.

Les jeunes de Djulukabay s'organisent en groupes, avec un responsable, pour offrir des services rémunérés. Ceux-ci sont répartis, selon leur nature, entre les garçons et les filles. Pour les garçons, il s'agit des travaux champêtres et la construction de maisons. Les filles, elles, portent les canaris d'eau, sapoudrent les "farots" de fumier et ramassent les coquillages ou le bois mort. A côté de ces activités, la pêche à la nasse est aussi une autre source de revenus pour l'association.

Une somme modique est reversée à l'association pour l'Ajped. Tandis qu'à Djulukabay, l'intégralité des émoluments est reversée à la caisse de l'association.

Les associations d'enfants et jeunes dans les quartiers populaires sont limitées dans leur fonctionnement par la législation.

3.3.4 Aspects juridiques

Toutes ces trois associations ont leur récépissé de reconnaissance officielle. En effet, les associations de quartiers, comme toutes les autres formes d'associations légales, sont tenues de déposer un dossier pour la reconnaissance officielle de leurs activités. Les associations sont régies par la loi 68-02 du 26 Mars 1968, le décret 76-040 du 16 janvier 1976 et par le Code des Obligations Civiles (art 811 à 821).

Dans la région de Casamance, sur 175 associations recensées, seules 49 associations sont reconnues officiellement.⁵

A Ziguinchor commune, elles sont 45, autant dire la quasi totalité des associations officielles de la région.

A Saint Louis, les principales associations sont au nombre de 21, selon le recensement de la CCIADL et d'ECOPOP. Cependant ce nombre peut varier en fonction des critères de sélection.

A Dakar, elles sont plus des centaines et l'administration elle-même avoue ne pas détenir de statistiques fiables sur leur nombre exact, leur nature et les activités qu'elles mènent..

Cependant les mutations connues par les associations d'enfants et jeunes, notamment dans la perspective de développement durable de leurs communautés, ont rendu quasi obsolètes les dispositions et règlements régissant leurs activités.

⁵ Tableau de suivi des associations dans la région de Casamance, source CDEPS, IRJ, Ziguinchor, 1999

Par rapport aux dispositions juridiques, les difficultés rencontrées par les associations s'articulent autour de :

- la procédure de reconnaissance
- la non exonération des matériels achetés à l'étranger
- les pesanteurs de l'administration pour l'obtention de financements extérieurs

Le Centre de Sensibilisation sur les Drogues de Thiaroye (CSID) a profité de la visite de MM Chirac et Diouf, respectivement Présidents de la France et du Sénégal, pour les sensibiliser sur les difficultés rencontrées par les associations dans la mise en oeuvre de leurs actions et des cadres juridiques les régissant.⁶

Ils ont ensuite mené un intense lobbying auprès de Son excellence M Abdou Diouf qui leur a demandé de faire des propositions

Cependant ce lobbying est resté sans résultat à l'heure actuelle.

3.4. Thèmes de travail

Les associations avec qui nous avons cheminé au cours de cette étude intègrent les aspects culturels, sportifs, de développement et d'organisation pour la défense de droits dans leurs actions de développement. Les thèmes sur lesquels elles mènent des actions sont :

- Sports et Culture (Waraba, Djulukabay)
- Santé (les 3)
- Education (les trois)
- Environnement (les trois)
- Formation (Ajped)
- IEC (Ajped)
- installation de micro-projets
- animation-sensibilisation

Ces trois associations travaillent pratiquement sur des thèmes identiques, nonobstant quelques spécificités (Formation, IEC). D'un point de vue global, l'ensemble des associations d'enfants et de jeunes actives dans le développement, au Sénégal, intègrent l'ensemble de ces thèmes dans leurs programmes d'actions. Ces thèmes sont hiérarchisés selon les priorités retenues par elles.

En ce qui concerne Ajped, la priorité est accordée à l'éducation et à la santé, pour le Waraba, ce sont les dimensions environnement et santé qui priment, tandis que pour le Djulukabay ce sont les sports et culture et la santé.

L'examen exhaustif des pratiques et formes d'organisation dans les domaines ci dessus recensés prendrait plus de temps et de moyens que ceux alloués à cette étude. Ce qui a motivé ses initiateurs à circonscrire celle-ci à ces trois thèmes :

⁶ Alassane Faye : Les associations de Développement de Quartier, 10 ans de relations entre les ADQ et Enda à Dakar, Enda tm, série Jeuda N°95, 1996, pp 27-30

- santé
- éducation
- environnement

Les thèmes de l'éducation, de la santé et de l'environnement constituent la base de tout développement intégré et constituent actuellement les priorités de l'Etat du Sénégal.

Le chapitre suivant s'attelle à déterminer les modalités de mise en oeuvre des actions dans ces trois domaines par les associations co-actrices de cette étude.

4. MISE EN OEUVRE DES OBJECTIFS EN MATIÈRE D'EDUCATION, D'ENVIRONNEMENT ET DE SANTÉ

4.1 Méthodologie

Les associations d'enfants et de jeunes au service de leurs communautés sont souvent perçues, à travers leurs actions, comme des mouvements populaires, spontanés et sans démarche logique.

Les constats faits sur le terrain, et à travers cette étude, révèlent qu'en réalité, elles s'efforcent de mettre en oeuvre de façon méthodique et rationnelle leurs actions de développement.

Les trois associations avec qui nous avons cheminé ont eu recours à la technique de recherche-action participative dans la planification de leurs actions de développement en matière de santé, d'éducation et d'environnement..

Cette technique est fondée par une méthode et une vision nées de l'analyse des expériences d'accompagnement d'enfants en situation difficile par des milliers d'animateurs urbains à travers l'Afrique⁷. Celle ci a abouti à ces constats :

- l'inadaptation des outils et méthodes acquis dans les écoles de formation des travailleurs sociaux
- l'inadaptation des programmes basés sur l'assistanat
- l'inadaptation des programmes caritatifs
- le manque d'espace de concertation et de partage des acteurs

La synthèse des préoccupations a permis de retenir deux objectifs principaux :

- concevoir une formation appropriée des éducateurs et animateurs de rue
- établir un programme régional adéquat de formation des éducateurs et animateurs de rue

Le programme régional de formation issu de cette série de rencontres s'est déroulé en quatre sessions, avec des interphases de six mois.

La première session avait pour thème la participation, la deuxième l'explosion urbaine, la troisième les droits de l'Enfant et enfin la quatrième l'évaluation.⁸

⁷ Rapport final de la 3^o rencontre inter-africaine d'Educateurs et d'animateurs de rue, Cotonou (8-13 Janvier 1990), Jeuda N°71, Enda tm, Dakar, 1990, 38 p

Cette formation a fait l'objet de restitution à des milliers d'animateurs et à des groupes de base, notamment les associations de développement de quartiers. Celles ci l'utilisent en l'enrichissant de leurs propres expériences dans les actions qu'elles mènent. La technique de rap constitue une base de diagnostic fiable des problèmes, en même qu'elle permet de déterminer et de mettre en oeuvre les grandes lignes directrices d'actions de développement participatif.

L'acquisition ou le renforcement de compétences et d'aptitudes sont d'une réelle nécessité pour les associations de jeunes dans le cadre de la mise en place et de la gestion rationnelles et efficaces d'actions de développement.

Les institutions publiques et privées offrent une palette variée de formations aux associations d'enfants et de jeunes, comme nous le montre ce tableau ci dessous :

Struc thèmes	Educ	Santé	Métho des	Art et Cult.	IEC	Encadr ement	ind. artis.	manag ement	gest°a dminis tratio	Eparg ne- crédit	Ecoute	inform atique
CDEPS		*				*		*	*			
Enda Tm	*	*	*	*		*	*			*	*	*
Claire Enfance	*		*			*					*	
CNJ	*					*			*			*
Dev Commun u	*	*			*				*			
Pradec			*									
RADI						*			*	*		
ODCAV	*	*	*	*	*	*			*			
Plan Internat	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
MJS	*	*	*	*	*	*		*	*			*
MUNICI PALITÉS	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
DISTRIC TS SANITAI RES		*	*		*							
TOTAL	8	8	8	5	6	9	3	4	8	4	4	5

Ce tableau ne prétend pas couvrir de façon exhaustive toutes les offres formationnelles d'associations privées et d'institutions. Parmi celles ci, les formations les plus couramment offertes ont trait à :

- l'encadrement (moniteurs/directeurs de collectivités éducatives)
- la santé (relais MST/SIDA, matrone, auxiliaires...)
- l'éducation (alphabétiseurs)
- des techniques (rap, marp, mobilisation communautaire...)
- la gestion et administration d'associations

⁸ cf rapport des sessions

Ces offres s'effectuent le plus souvent à partir de recensements ou études des besoins formationnels des associations . Enda Ecopop, la CCIADL et les associations de Saint Louis ont réalisé une étude exhaustive sur les demandes en formation des associations. L'entretien avec le chargé d'Etude du CCIADL, réalisé en présence du représentant de Claire Enfance, a servi de prétexte pour une relecture de l'historique du mouvement associatif. Les deux (2) institutions se sont promises de se retrouver pour redynamiser l'ancien cadre de concertation mis en place en 1991.⁹

Waraba, Djulukabay et Ajped instaurent des dynamiques et processus de mise en oeuvre de leurs actions; nous allons les examiner.

4.2 Processus

4.2.1 *Ajped*

Cette association mène des actions prioritaires dans les domaines de l'éducation et de la santé. Elle a mis en place deux (2) structures importantes dans le quartier qui abrite son siège : Peyrissac

La réalisation de celles ci découle d'un long processus d'identification des problèmes, de leur analyse et de leur résolution, dans le cadre d'une dynamique de mobilisation communautaire participative :

OF(34 ans): "Nous avons utilisé ce qu'on appelle la recherche-action participative. Nous nous sommes levés avec l'aide d'Enda et nous sommes partis dans toutes les maisons du quartier. Nous avons frappé à toutes les portes pour savoir quel sont les problèmes prioritaires de toute la population. Après cela, on a fait une évaluation, on a dépouillé le tout. Les points saillants, c'est à dire les plus culminants: c'est l'éducation et la santé".

La collecte d'informations s'est faite avec les outils que sont l'écoute, l'observation et le questionnement; les supports qui ont été utilisés sont le porte à porte et les interviews. Les données ont été partagées avec la population. Elles ont été ainsi validées. Une analyse plus approfondie des données a été effectuée. De cette analyse est sortie la nécessité de mettre sur pied une école et une case de santé.

Les actions réalisées par Ajped, à ses débuts, n'étaient pas inscrites dans un plan précis de développement communautaire. Elle se sont structurées progressivement pour devenir des programmes de développement :

OK: "Mais dans notre processus, nous faisons des cours de vacances avec l'Ecole nouvelle, c'est B Kidiera. Il donnait des cours gratuitement à des élèves du CMII (Fêtes de Paques, en fait durant toutes les fêtes scolaires). C'était, pour la plupart, des enfants du quartier. Après cela, nous avons analysé ces cours. Mais nous n'avons jamais évalué le programme de l'école formelle. Nous nous sommes livrés à de l'observation, en voyant que la plupart de nos petits frères sont renvoyés de l'école, ou bien que le système n'est pas adapté, car tu restes des fois 2 ou 3-4 jours sans aller à l'école, et nous savons que ce pouvait être difficile pour les enfants de réussir. Dans une grande famille comme la mienne, je ne peux contrôler régulièrement les

⁹ Sambou Ndiaye, Abdoulaye Niang : Analyse de la dynamique associative à Saint Louis, rapport provisoire, Enda Eco-Pop/CCIADL, Saint Louis, 1998

enfants, assurer un suivi et contrôle réguliers de leur présence à l'école. Ceci nous a aussi poussé à initier un programme d'éducation. Des amis étudiants et élèves nous ont proposé de le mettre en oeuvre”.

Ces solutions retenues ont été partagées de nouveau avec la population, qui se les ont appropriées. C'est ainsi que des membres de la communauté se sont engagés à prendre en charge certains frais relatifs aux moyens matériels, financiers et humains. Certains ont contribué en nature, d'autres ont mis à la disposition de l'association leurs compétences ou leur argent.

BS : “Nous avons convoqué une grande assemblée générale. Ce jour là, la cour de l'école a refusé du monde. J'ai présidé la réunion avec les gens de Enda à mes côtés. Nous avons restitué les données collectées. Un Vieux s'est levé et a dit qu'il va donner 5 “crintings avec deux piquets” pour sa contribution. “Car c'est une action qui va aider. Mon fils n'est pas là a-t-il dit, mais je donne en tant que membre de la communauté”. L'inspecteur de l'enseignement était là. Malheureusement, à chaque fois qu'on construit, on a toujours à côté de soi des gens qui détruisent. C'est une des raisons pour lesquelles l'école a été déplacée. Nous pensions au départ favoriser le rapprochement avec l'école formelle pour que les enfants ne se sentent pas marginalisés, frustrés d'être dans une école de récupération, une CMII spéciale, une école de fortune etc. L'école a été installée la première année dans la cour de l'école de Peyrissac même. Sérieusement la collaboration ou la cohabitation n'a pas été comme on le pensait. C'est ainsi qu'on a déménagé l'école dans la cour du responsable qui prodiguait les cours aux enfants”.

L'association avait déjà des moniteurs qui s'occupaient de dispenser des cours aux enfants du quartier. C'est ainsi que ceux ci ont été reconduits dans la gestion de cette école. Ils ont eu à bénéficier de formations de facilitateurs de cours d'alphabétisation organisées par Enda. Celui ci a eu à faciliter aussi des contacts avec ASAT, une association basée à Dakar, notamment en organisant une visite d'échanges d'une délégation de l'Ajped à Dakar.

Les parents d'élèves s'étaient engagés à contribuer à hauteur de mille francs (1000FCFA) par enfant placé à l'école.

Le processus de mise en place de l'école s'est déroulé parallèlement avec celui de la case de santé. A ce niveau, les membres de l'Ajped et des agents de Enda Jeunesse-Action ACAS, se sont répartis en petits groupes, pour voir si dans le quartier il y'avait un local pouvant. Finalement c'est un Vieux du quartier qui a aussi prêté une chambre pour servir de case de santé.

Une collaboration s'est instaurée avec le District médical de Ziguinchor. Celui ci supervise l'ensemble des structures sanitaires existantes dans la région. Il a eu à organiser des sessions de formation pour les relais santé et effectuée des missions de contrôle. La case est un point de vaccination contre les maladies infantiles lors des campagnes de vaccination des enfants organisées par le gouvernement.

Des actions de chloroquinisation ont été menées dans le quartier de Peyrissac. Elles ont bénéficié de l'assistance technique du District médical de la région de Ziguinchor.

Les populations contribuent à raison de cent francs (100 FCFA) pour une consultation et bénéficient avec cette somme de soins, si les médicaments sont disponibles.

L'Ajped a pu ainsi concrétiser ses objectifs en matière de santé et d'éducation avec la mise sur pied d'infrastructures (une école dénommée Centre de Récupération et d'Education pour le Développement (CRED), avec trois classes en "crinting" et une Case de santé), en plus des actions ponctuelles (chloroquinisation, vaccinations, IEC...).

Lors du focus sur la santé, un vif débat s'est engagé concernant l'excision. D'un côté, ceux pour qui le combat contre l'excision est encore une nouvelle mode importée d'Europe :
FC : "Il n'est pas question pour nous de laisser les toubabs nous dire comment nous devons vivre, nous comporter et quelles valeurs perpétuer ou rejeter. L'excision permet aux femmes de s'épanouir et de ne plus être seulement des "bêtes de reproduction", des objets sexuels. Cela permet d'éviter le vagabondage sexuel. Même les hommes africains sont circonscrits".

De l'autre côté, ceux qui pensent que l'excision est une atteinte à l'intégrité physique et mentale des femmes, BF: "Les femmes excisées risquent d'attraper des maladies. Au moment des accouchements, elles ont d'énormes difficultés. C'est loin d'être une pratique positive".

Ce débat sur l'excision est loin d'être tranché. Malgré la promulgation de lois et l'intense campagne de sensibilisation menée par l'Etat et les ONGs, les populations ne disposent pas toujours et partout d'informations suffisantes. Les réticences au changement notées à ce niveau devraient être étudiées. Et plus qu'une superbe médiatisation, l'approche proximité, avec la sensibilisation des associations de jeunes, des conseils de quartiers et des regroupements de femmes, semblerait plus efficiente, comme le montrent les résultats obtenus par l'ONG Tostan dans ce domaine.

4.2.2 Waraba

Le Waraba a déjà opéré plusieurs redéfinitions de ses objectifs, de son fonctionnement et de son organisation. Ses membres, c'est à dire toute la population, allient des préoccupations écologiques à celles d'un développement durable.

Elle a réalisé la construction d'un Espace Vert principalement destiné aux enfants. Elle a participé à l'aménagement d'un canal qui ceinture le quartier et approvisionne en eau les périmètres maraîchers, ainsi qu'à la construction de regards et de latrines.

Dans le domaine de l'éducation, elle organise des centres aérés et assurent des cours de suivi et de rattrapage scolaire pour les enfants de Khor.

Les jeunes filles du quartier ont mis en place, avec l'appui des garçons, des cours de formation en TCBC. Un des membres de l'association a prêté la cour de sa concession pour le déroulement des cours.

L'association s'active à élaborer un plan de développement en matière d'accès aux soins médicaux.

La mobilisation communautaire est au centre de ses actions.

D C : "Quand nous avons commencé à travailler sur des thèmes de développement, nous ne savions vraiment pas comment faire. Claire-Enfance nous a parlé de la technique de rap pour résoudre des problèmes et mettre en place des actions".

Cette technique de rap a été utilisée pour régler le problème du manque d'espace pour les enfants et les jeunes de la communauté. Une collecte d'informations a été réalisée dans le quartier, avec comme objectifs :

- de recenser les espaces disponibles
- de déterminer les modalités d'acquisition d'un espace
- de recenser les propositions d'utilisation de l'espace
- de recenser les ressources disponibles

L'analyse des données recueillies a permis de prioriser l'aménagement d'un Espace Vert. Cet espace sert lieu de place publique, de lieu de réunions et abrite aussi les activités socio-éducatives en direction des enfants.

Sa mise en oeuvre a nécessité la mobilisation de l'ensemble des ressources humaines, matérielles et financières de la communauté, depuis la conception jusqu'à la mise en oeuvre. Comme nous l'avons vu dans le sous chapitre Aires d'évolution, Khor est un quartier flottant. Son destin est lié à celui de l'eau, comme du reste toute la région du Fleuve. Durant l'hivernage 1994, le quartier avait été entièrement inondé. A cette occasion toute la communauté s'était mobilisée, les jeunes au devant, pour combattre ce fléau.

A côté de ces eaux de pluie et de crue du fleuve Sénégal, la Société Des Eaux déverse l'eau collectée non utilisée dans un tuyau d'évacuation situé à l'ouest de Khor.

Les jeunes de Khor, accompagnés d'Aînés, ont négocié avec cette société la réutilisation de cette eau.

Le Waraba a décidé aussi, avec des partenaires, d'occuper les enfants pendant les vacances et en dehors des heures de cours; c'est ainsi que sont nés les CEVAC et les cours de rattrapage.

Du fait de la prégnance du paludisme en hivernage, les jeunes, avec l'appui du Conseil de Quartier et du Service Régional de l'Hygiène, organisent, chaque année, des campagnes de sapoudrage des arbres, des mares et des lieux de prolifération des moustiques.

4.2.3 *Djulukabaye*

Dans le domaine de l'environnement, l'association a eu à initier des activités ponctuelles au village :

- reboisement
- aménagement des routes
- lutte contre les inondations
- exploitation d'un périmètre maraîcher
- aménagement d'enclos pour le bétail
- installation d'une porcherie
- mise en place de poubelles dans chaque concession

Pour l'élaboration et la mise en oeuvre de ces actions, des réunions, regroupant l'ensemble des jeunes du village ainsi que leurs aînés, sont convoquées au début de l'hivernage. Les problèmes et leurs causes sont déterminés, des solutions proposées et mises en oeuvre, avec une répartition précise des tâches à travers les "Effalum".

C'est ainsi que pour prévenir la désertification et la disparition de certaines espèces végétales, des actions de reboisement ont été initiées. De même, des variétés de semence ont été introduites, notamment les mangues Kent et Sierra Léone. L'objectif déclaré est de faire de Djivente un Village Vert, écologique.

Lors de la saison des pluies, qui dure six mois dans l'année, la végétation devient dense, touffue et luxuriante. Les reptiles envahissent les chemins tracés par les populations pour relier les différents villages. De nombreux cas de morsure de serpent sont signalés à cette période de l'année. La pharmacopée traditionnelle est beaucoup sollicitée. Etant donné que mieux vaut prévenir que guérir, les jeunes s'organisent en petits groupes pour débroussailler et faire des battues.

Chaque année, les jeunes du village construisent un enclos-prison. Dès sa finition, ils vont de maison en maison avertir les populations pour qu'elles ne laissent pas trainer leurs animaux (chèvres, moutons...) dans les rues du village ou aux abords des champs. Tout animal qui traîne dans la rue est capturé et enfermé dans cet enclos. Son propriétaire paie une taxe pour pouvoir le récupérer. En cas de non paiement, il devient la propriété des jeunes.

En 1990, il a plu durant toute la journée au village. Cette pluie a occasionné de nombreux dégâts. La population, avec toutes ces composantes, s'est investie pour lutter contre les méfaits de l'inondation.

Le périmètre maraîcher était un projet destiné aux femmes, à l'origine. Celles-ci l'exploitent en saison sèche, les jeunes pendant la saison des pluies. Il sert à générer des revenus pour le financement des activités de l'association, tout en permettant à celles et à ceux qui y travaillent de gagner quelque chose. C'est dans cet ordre d'idées qu'ont été initiés les projets de porcherie et de poulailler.

Au village, les femmes sont très actives dans la production de revenus pour le ménage et elles n'ont pas beaucoup de temps à consacrer à leurs enfants. Elles sont obligées de porter sur le dos les plus petits et de travailler courbées sous les feux ardents du soleil, sous la pluie et le vent. Cela met en danger la santé des enfants. Ceci a motivé les jeunes à chercher à mettre en place une garderie d'enfants.

Les jeunes de l'association ont aussi participé à la construction de nouvelles salles de classe, pour pallier au sur-effectif lié à la croissance démographique du village et à l'éloignement des autres écoles.

En 1992, il y'a eu une épidémie de choléra au village. Toutes les sections de l'association se sont mobilisées financièrement et matériellement pour lutter contre elle. Chaque section dispose d'une caisse de cotisations. Une ligne budgétaire est toujours allouée aux urgences. Ces caisses ont été mobilisées pour l'achat des médicaments, seringues et des denrées de première nécessité. Des délégations ont été mandatées pour acheminer le matériel et l'argent au village.

Les autres types de maladies recensés dans le milieu par les jeunes sont :

- le paludisme
- la jaunisse
- la rougeole
- la coqueluche

- la tuberculose

En cas de maladies courantes ou graves, les populations sont obligées de parcourir près de 2 kms pour accéder au dispensaire d'Oussouye ou alors se rabattre sur l'hôpital Silence de Ziguinchor, distant de près de 50 kms. Or cet hôpital est sous équipé et dans un état de délabrement très avancé. Au moment de notre passage à Ziguinchor, la coopération chinoise s'engageait à prendre en charge les travaux de réfection et d'équipement.

La section féminine de Djulukabay Dakar, composée en majorité d'employées de maison, a mis en place des mécanismes d'accès à la santé, conformément à l'un des douze droits identifiés à Bouaké par les délégués des enfants et jeunes Travailleurs¹⁰.

Les enfants et jeunes travailleurs de Dakar ont adopté un plan d'action relatif à ce thème de la santé. Ils l'ont mis en oeuvre avec l'appui de spécialistes en mutuelle de santé, d'éléments du corps médical ainsi qu'avec l'accompagnement d'animateurs de Jeuda. Le processus a été la tenue de réunions au niveau de chaque groupe d'EJT pour déterminer les modalités de mise en place d'une caisse de santé :

- vérifier l'intérêt et l'adhésion des membres du groupe
- fixer le taux et la périodicité des cotisations
- déterminer les modalités de gestio de la caisse
- négocier avec la structure sanitaire la plus proche pour un accès à moindre aux consultations et aux soins
- élaborer un cahier de suivi des soins
- réfléchir sur d'autres sources de financement possibles de la caisse
- déterminer d'autres activités à réaliser dans le cadre du droit à la santé

Ce processus a été partagé avec l'ensemble des mouvements organisés d'enfants travailleurs en Afrique et à travers le monde.

Ces actions réalisées par ces trois(3) associations ont été analysées avec elles.

4.3 Impacts des actions

Les associations avec qui nous avons cheminé se fixent comme buts et objectifs la prise en charge des problèmes rencontrés par leurs communautés. L'option clairement affichée par elles est d'impliquer et de mobiliser l'ensemble de la communauté dans une démarche participative.

4.3.1 *Education*

L'éducation est une notion globale. C'est pourquoi nous avons réfléchi avec L'Ajped sur le contenu que ses membres lui donnent et qui orientent son action :

- rattrapage scolaire
- cours formels/préparation aux examens
- apprentissage professionnel

¹⁰ Enfants Travailleurs/Jeunesse-action : Campagne Appui aux Enfants Travailleurs ", Jeuda n°94, Enda tm jeunesse-action, 1994

- formation aux travaux manuels
- action socio-éducatives
- sensibilisation et éveil (santé, hygiène)

Les actions en matière d'éducation ont permis de faire reculer l'analphabétisme dans le quartier de Peyrissac :

OF(34 ans) : "Nous avons une action en éducation depuis 4 ans. Comme vous l'avez compris, l'enseignement se fait pratiquement comme on le fait dans les écoles publiques. Nous avons le même programme que ces écoles là. Mais néanmoins, qui veut faire des omelettes casse forcément des oeufs. Nous avons des admis et aussi des échecs dans notre programme scolaire".

Les données suivantes, concernant une période de quatre(4) ans, ont été fournies par l'Ajped :

années/categorie s	Filles Présentées		GarçonsPrésenté		Filles Admises		Garçons admis	
	cert 6°	ent	cert 6°	ent	cert 6°	ent	cert 6°	ent
1994-1995	3	3	7	5	2	0	1	0
1995-1996	1	2	10	10	0	0	5	3
1996-1997	9	9	19	19	3	1	8	4
1997-1998	9	5	21	25	5	0	8	4
Total	22	19	57	59	10	1	22	11

Sur 22 filles présentées au certificat d'études primaires élémentaires et 19 à l'entrée en sixième, 10 ont réussi aux examens du CEPE et une à l'entrée en sixième. Alors que chez les garçons, sur 57 présentés au CEPE et 59 à l'entrée en sixième, 22 ont été reçus aux examens du CEPE et 11 à l'entrée en sixième.

44 enfants, au total, ont pu réussir aux examens (32 pour le CEP, 12 pour l'entrée en sixième) sur un effectif total de 157 présentés (79 présentés au CEP, 78 présentés à l'entrée en sixième).

Ces données révèlent un taux de prise en charge des garçons plus élevés; les filles représentent moins de 50 % de l'effectif global des apprenants.

Les populations ont adhéré à l'action d'éducation. Cela se manifeste à travers le nombre de nouveaux inscrits qui augmentent d'année en année : 16 élèves en 94-95, 48 élèves en 95-96, 53 en 96-97 et 101 élèves cette année.

De l'avis d'un aîné rencontré dans le quartier, OB (47 ans) : "Les jeunes arrivent à recaser les enfants en deperdition scolaire qui étaient là à vadrouiller dans le quartier. Ils les amènent dans leur école. Ca joue au niveau de la famille, les parents, perturbés de voir leurs enfants renvoyés de l'école et trainant à toute heure dans la maison, sont bien contents qu'ils puissent reprendre leur scolarité. Il y'a le moral des parents qui redevient bon. Cela permet aux apprenants, au lieu d'aller vadrouiller ou apprendre d'autres activités néfastes, d'être sur place. Car l'enfant qui ne va pas à l'école, il est un peu partout, il risque d'apprendre la délinquance, le banditisme. En étant recasé à l'école, c'est positif".

L'efficacité des actions d'éducation de l'Ajped a poussé les autorités académiques de la ville à lui confier le Programme d'Alphabétisation Intensive au Sénégal, pendant deux (2) années consécutives (PAIS I et II). C'est ainsi que des moniteurs de l'association ont été recrutés dans le cadre des écoles communautaires de base (OCB) dans la région de Kolda :

B S : "A un certain moment, on a vu que nos actions sont en train de faire tache d'huile dans le quartier et dans d'autres quartiers (de Ziguinchor). Nous avons pensé à élargir et à enlever le mot Peyrissac pour mettre là bas l'Association des Jeunes pour l'Emploi et le Développement (AJPED)".

Les actions d'éducation ne se limitent pas à la récupération des enfants en deperdition scolaire. Des enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge d'aller à l'école sont pris en charge. L'association a mis en place une approche graduelle qui inclut les enfants de cinq (5) ans à quinze (15 ans) :

FS(30 ans): "Nous avons même des enfants qui ont à peine 5 ans que nous commençons à encadrer déjà, et qui n'ont pas donc pas le niveau du CI. Après ces enfants il y'a encore le niveau du CI ,et ça continue jusqu'au CMII".

L'action a amené aussi l'éveil et la sensibilisation des habitants du quartier quand à l'importance de l'école. L'accès à l'école formelle est difficile à cause du coût élevé des frais (inscriptions, cotisations, fournitures, habillement...). Ces frais grèvent le maigre budget familial dans un quartier où comme nous l'avons vu le revenu moyen tourne autour de trente cinq à quarante cinq mille (35-45 000 FCFA). Aujourd'hui, les enfants du quartier de Peyrissac ont la possibilité de s'inscrire dans une école proche, de poursuivre leur scolarité et d'avoir un suivi extra-scolaire. C'est une école populaire dont l'efficacité et la conformité des programmes sont légitimées par l'intérêt que l'Inspection Départementale de l'Enseignement Élémentaire (IDEE) accorde à ce que fait l'association. Selon la Présidente de la Section Féminine :

F C : "Quand nous voyons un enfant dans la rue, oisif, nous l'appellons pour lui demander pourquoi il ne voulait pas aller étudier (...). Alors nous allons rencontrer ses parents (...); nous leur disons de laisser l'enfant sous notre responsabilité. Nous accompagnons l'enfant à la recherche d'un atelier qui lui convienne. Et nous assurons le suivi. S'il arrive que les études l'intéressent vraiment(...), nous le récupérons et le mettons à l'école de l'Ajped".

Les enfants ayant atteint le niveau de CMII et qui n'ont pas réussi à leurs examens sont placés dans des ateliers de formation populaire pour apprendre un métier (mécanique, menuiserie...).

Récemment, au mois de Janvier-Février, l'Ajped a ouvert un centre de formation pour les jeunes filles. Les contenus des programmes s'articulent autour de la formation en Tricot-Crochet-Broderie-Couture (TCBC) et des séances de sensibilisation en matière de santé reproductive et des MST/Sida.

Des cours d'alphabétisation en direction des adultes ont été initiés par l'Etat dans le département de Bignona, dans 25 espaces, avec l'appui de l'Ajped. Ces actions ont permis à des adultes de pouvoir lire, écrire, compter et ainsi renforcer leurs capacités. Elles ont permis aussi le recrutement de moniteurs de cette même association.

Cette option de changer d'échelle dans l'intervention n'est pas accompagnée d'un suivi systématique des actions en dehors de l'école et de la case de santé dans le quartier de Peyrissac. Les exercices de rap ont permis aux membres de l'association d'enclencher un processus de rédefinition de l'action locale dans ses objectifs, sa formulation et ses enjeux. mais aussi par rapport au choix de changer d'échelle, comme nous le verrons dans le prochain chapitre.

L'Association Djulukabay Dakar, a une partie de ses adhérents qui travaillent dans le secteur de l'économie populaire urbaine, notamment les employées de maison. Celles ci s'étaient organisées pour concrétiser un autre des douze droits des enfants et jeunes travailleurs, le droit à apprendre à lire et à écrire. Le programme s'est négocié sur la base de leurs préoccupations et non pas à partir du programme officiel de l'Etat. Les cours sont organisés le soir, à la descente des filles du travail. Ces cours ont permis à quelques unes d'entre elles d'acquérir des notions élémentaires. Ces atouts ont favorisé l'augmentation de leurs revenus. Une employée de maison sachant parler, lire et écrire en français voit s'élargir le champs potentiel de ses employeurs.

Au niveau de Djiventé, les salles de classe construites par l'association continuent toujours à accueillir les enfants du village. Une garderie d'enfants avait été initiée au village, mais n'est pas fonctionnelle actuellement.

En ce qui concerne le Waraba, les focus ont révélé l'existence d'actions sporadiques dans le domaine du suivi scolaire. Les faibles impacts de ces actions n'ont pas permis de les systématiser. Par contre, cette association a initié depuis quelques années déjà des journées aérées appelées Centres de Vacances (CEVAC). Ceux ci regroupent les enfants du quartier pendant vingt et un jours. Au cours de ces trois semaines, ils sont formés :

- aux travaux manuels (cartonnage, dessins...)
- au civisme
- sur des thèmes (enfants en situation difficiles, pauvreté, environnement...).

Ces actions ont permis de réduire le nombre de noyades et d'accidents de la circulation. Elles ont permis aux enfants d'acquérir des comportements de solidarité, de respect et de protection de l'environnement. Elles sont devenues aux yeux de la population des centres référenciés de promulgation et d'intériorisation des normes et valeurs de la communauté, tout en favorisant une large ouverture par rapport à la grande communauté qu'est le pays, le Sénégal.

Des discussions sur le rôle de la violence dans le domaine de l'éducation des enfants ont fait ressortir chez les participants aux focus groups une allergie à toute politique d'éducation non axée sur des valeurs traditionnelles.

Selon eux, le fait que les enfants africains soient réprimandés ou même battus dans le processus de leur socialisation n'a pas comme conséquence la construction de rapports basés sur la domination et la violence. Cela ne favorise pas la reproduction de la violence sous forme de guerres tribales, d'agressions et de violences domestiques, urbaines....Les causes doivent être recherchées ailleurs.

S'il leur apparait évident, et pour n'importe quel peuple, que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être sauvegardé, ce serait très réductionniste, à leurs yeux, de vouloir expliquer les guerres et les violences en cours en Afrique par des modes de socialisation qui usent de l'argument d'autorité. Les guerres de dimension mondiale ont été toujours le fait de

puissances occidentales, et celles ci trouvent toujours leurs intérêts dans l'intensification des foyers de conflits dans le tiers monde, si elles ne les allument pas.

Selon eux, il ne se passe aucun jour sans que les médias ne relatent des faits divers au centre desquels des enfants et de jeunes occidentaux reproduisent des comportements de violence, de haine d'une culture intolérante où il n'y a d'intérêts et d'ambitions qu'individuels.

Globalement, les actions menées par les trois associations dans le domaine de l'éducation sont bien appréciées par leurs communautés respectives. Elles sont en adéquation avec la Déclaration de Jomtien sur l'Education pour Tous. Elles renforcent les actions initiées par le gouvernement. Dans beaucoup de villes du Sénégal, les actions menées par les associations d'enfants et de jeunes, par rapport au thème de l'éducation, ont permis de combler le gap occasionné par le retrait progressif de l'Etat du Sénégal des secteurs sociaux dits non productifs . Des réseaux sont même mis en place entre membres d'associations oeuvrant dans ce champs pour échanger, se former et aider à l'élaboration de matériel didactique ou/et à la formulation de programmes d'éducation alternative.

L'éducation, dans sa définition transversale, englobe beaucoup de domaines. Elle est un aspect important de la dimension environnement, comme nous le verrons ci dessous.

4.3.2 *Environnement*

Les premières actions entreprises par l'Ajped, le Djulukabay et le Waraba avaient trait à l'utilisation de l'environnement comme source d'emplois et de revenus.

F Coly(33 ans), Ajped: "Nous nous sommes réveillées un jour et nous les avons vu prendre leurs pelles, aller cultiver et rentrer (...). Après cela, nous les jeunes filles, comme nous étions maintenant membres de l'association, nous avons décidé de faire du maréchage. C'est comme ça que nous les jeunes filles avons débuté dans l'association. Chacune avait sa petite parcelle que tu arrosais. Et ce que tu récoltais, tu le revendais et reversais les produits de la vente à la caisse de l'association. Tout cet argent épargné a servi à financer les activités de l'association jusqu'à aujourd'hui".

L'Ajped a eu à initier un projet de charrettes de ramassage des ordures qui a fonctionné pendant quelque temps. Des actions de sensibilisation sur la propreté de l'environnement ont été initiées dans le quartier de Peyrissac. Elles ont amené des changements durables de comportements et d'attitudes face à l'environnement :

FC : "Les gens avaient l'habitude de verser des eaux usées et des ordures dans la rue. Nous avons sensibilisé les habitants sur les risques de maladies liées à un environnement malsain. Et aujourd'hui la population du quartier a mis en oeuvre deux solutions:

- soit brûler les ordures
- soit les enfouir

Nous avons mis en place aussi des charrettes de ramassage des ordures".

La section féminine de l'Ajped a été primée par Monsieur le Président de la République pour ses actions d'assainissement et de préservation de l'environnement.

Le maraîchage pourvoit à 85% des emplois à Khor. L'environnement est à la base même du développement du quartier. Les revenus tirés des activités sur l'environnement ont permis de participer au financement :

- des travaux de l'Espace Vert
 - des CEVAC
 - de l'appui aux fournitures scolaires des enfants
 - de la lutte contre le paludisme
 - de la construction des regards
- ainsi que de diverses activités de l'association.

Ce quartier est régulièrement inondé à l'occasion de la saison des pluies ou des débordements du fleuve Sénégal. Les jeunes ont mis en place un système de canalisation qui permet d'irriguer les périmètres maraîchers et par conséquent d'amoinrir les frais liés à l'utilisation de l'eau pour l'arrosage des plants.

L'action environnementale trouve ses sources dans les opérations de Set Settal initiées par les associations de jeunes dans les quartiers populaires. Les jeunes de l'association Djulukabay sont très conscients de l'enjeu d'un environnement sain. Qu'entendent-ils par environnement ?

- l'ensemble de ce qui nous entoure
- arbres, écoles, jardins, chemins de l'école
- comment nous vivons, où nous habitons et nos activités professionnelles
- rue, clôture des champs avec des bois, chèvres, moutons
- enclos, routes, habitations, voitures, pâturages
- habitations, douches, puits, set settal
- valeurs traditionnelles, coutumes et traditions
- herbes, maladies, pulvérisation, médicaments
- ce qui entoure l'habitat

Cet exercice a permis aux membres de Djulukabay, section Dakar, de se rendre compte que les perceptions de l'environnement varient en fonction des préoccupations de chacun. Les participants aux focus auraient pu dessiner ce qu'ils ont dit : les enfants perçoivent l'environnement en termes d'écoles, de jardins et d'arbres, les adultes eux voient des champs, du bétail, des routes, des puits et des activités professionnelles. Les aînés parlent des risques de maladies, des médicaments, des coutumes et traditions.

Dans le prolongement de l'exercice, ils se sont proposés d'harmoniser leurs perceptions de l'environnement. C'est ainsi qu'ils ont retenu que la notion d'environnement incluait :

- végétation, "farots"
- infrastructures (routes, enclos, clôture)
- habitat
- éducation
- aire de jeux
- bétail
- salubrité et hygiène
- source de revenus et de bien être

D'où la nécessité, selon les membres de Djulukabay, de préserver l'environnement et surtout de contruire des rapports basés sur le respect, la protection et l'aménagement dans son exploitation.

L'association de Djulukabay (Djivente, Dakar, Kolda, Gambie) a sensibilisé les populations du village sur la nécessité de se conformer aux règles d'hygiène et de propreté. Chaque concession dispose de deux poubelles aujourd'hui : "Houey" pour la grande concession, "Houtoung" pour chaque carré à l'intérieur de la concession. Et les ordures sont ramassées par les jeunes et stockées pour servir d'engrais dans la culture des champs et jardins maraichers.

4.3.3 *Santé*

L'installation de la case de santé à Peyrissac a permis aux populations de réaliser des économies de temps et d'argent, avec la disponibilité à toute heure du jour et de la nuit du personnel. Les maladies les plus couramment traitées sont :

- les plaies
- les maux de tête
- le paludisme
- les vaccinations d'enfants.

Les autorités médicales de la ville, face à la pertinence de ces actions locales des associations d'enfants et de jeunes, ont décidé de mettre sur pied un réseau des gens qu'ils ont formé, en vue de les aider à mieux gérer les actions qu'ils mènent dans le domaine de la santé.

Le Sénégal a mis en place une nouvelle politique sanitaire en matière de prévention du paludisme. Les campagnes de chloroquinisation ne sont plus à l'ordre du jour actuellement. De nouvelles prescriptions médicales recommandent de n'administrer la nivaquine et ses dérivés que lorsque la température du corps s'élève.

Des campagnes de prévention et de sensibilisation dans le domaine sanitaire ont eu des impacts certains sur l'amélioration de la santé des populations de Djivente.

Les campagnes de sapoudrage menées par les jeunes de cette association ont fait reculer le taux de prévalence du paludisme. Cela se reflète à travers la diminution de l'achat d'ordonnances liées au paludisme lors de l'hivernage. Cependant, une nouvelle forme de cette maladie est apparue récemment : le paludisme associé à la jaunisse.

Les populations, croyant que c'était la maladie de la fièvre jaune, refusaient d'aller au dispensaire. Car la médecine moderne a la réputation, auprès de ces populations, de ne pouvoir traiter cette maladie : les patients qui s'aventurent à aller se traiter à l'hôpital n'en reviennent pas. Il a fallu à l'association mener une grande campagne de sensibilisation, reposant sur le porte à porte, pour que les populations se départissent de leur réticence vis à vis de la médecine moderne.

Cependant, il faut noter que la pharmacopée traditionnelle n'est pas systématiquement exploitée. Alors qu'aujourd'hui les recherches menées par Enda Santé, en collaboration avec la Faculté de Pharmacie de l'Université de Dakar, ont permis de beaucoup progresser dans le

traitement de certaines maladies, et à moindre coût, en recourant aux plantes médicinales locales.

Aujourd'hui, à Khor, le péril fécal a cessé de hanter les esprits. Les jeunes ont en effet construit des regards sur lesquels presque toutes les maisons de la communauté ont branché leurs fosses septiques pour l'évacuation des eaux usées et aussi des déchets fécaux.

L'association Suxali Diamegueune a mené une expérience intéressante dans le domaine de l'assainissement et de la gestion de l'environnement avec le partenariat Lille-Saint Louis et Pradec.

5. LE FUTUR DE LA COMMUNAUTÉ OU LA COMMUNAUTÉ DU FUTUR

L'un des objectifs que se sont fixés les associations co-actrices de cette étude était de procéder à un état des lieux de leurs actions, de cerner de plus près leurs forces et faiblesses. Au cours des focus groups, la dynamique de discussion entretenue a aidé les enfants et jeunes à analyser les différentes expériences qu'ils mènent ou voudraient entreprendre.

Nous avons vu, dans l'historique du mouvement associatif, que les associations de jeunes au Sénégal ont eu à connaître des ruptures qu'on pourrait qualifier d'épistémologiques :

- thème dominant : la culture importée
- thèmes dominants : la culture et le sport
- thème dominant : le développement social

Seulement, s'il est plus ou moins relativement aisé de mobiliser les communautés des quartiers populaires dans le cadre de rivalités sportives et culturelles, il n'en est plus de même face aux enjeux du développement.

Le développement n'est pas une affaire de sentiment, encore moins d'activisme. Il requiert des compétences, des aptitudes et des moyens soutenus par une vision claire de quel modèle de développement on veut promouvoir.

L'Ajped de Ziguinchor, le Waraba de Saint Louis et le Djulukabay Dakar se sont investis dans une dynamique de développement communautaire. Les thèmes sur lesquels nous avons travaillé étaient relatifs à l'environnement, à l'éducation et à la santé.

L'Ajped a un volume assez élevé d'activités et de réalisations en matière de santé et d'éducation. Le Waraba s'est surtout focalisé dans le thème de l'environnement. Tandis que le Djulukabay n'a pas de plan d'action systématisé en direction de la communauté.

5.1 Ajped

La relecture de son expérience a amené l'Ajped à ces constats suivants :

Elle s'est rendue compte d'un écart entre ses objectifs de départ et ses pratiques actuelles, comme l'a du reste reconnu le Président :

BS : "Je crois que je peux dire que notre école a un peu dévié de ses objectifs initiaux, ceux pour lesquels nous l'avons créée".

L'école avait été mise sur pied dans un but d'entre-aide et de prise en charge des enfants de Peyrissac. Dans sa formulation initiale, elle n'était pas conçue en fonction du programme scolaire officiel. Elle se proposait d'être une école alternative, centrée sur la récupération des descolarisés, en vue soit de les réinsérer, soit de les placer dans des ateliers d'apprentissage populaire. Aujourd'hui, selon l'un des responsables du volet Education :

K B(21 ans): "En fait (...), nous ne travaillons qu'avec des élèves. Et les élèves sont à l'école. Ils n'ont pas d'autres activités que l'école. Ainsi, on peut dire qu'effectivement l'association a dévié de ses objectifs initiaux, qu'elle n'a pas respecté les normes qu'elle s'était fixées. On devait avoir un petit jardin de maraichage, alterner l'éducation et la formation normalement. Mais là, l'éducation s'arrête à la craie, le bic, le cahier".

Est-ce cela qui justifie les réticences de la population à s'impliquer dans la prise en charge financière de la structure, au point de ne pas respecter les engagements pris ? L'école de l'Ajped est-elle une école alternative visant le renforcement de capacités essentielles pour pouvoir s'épanouir ou une école privée formelle destinée à reproduire le modèle dominant ?

Les membres de l'Ajped ayant participé aux focus n'ont pas une vision claire par rapport à cela. Ils parlent d'école informelle ou alternative tout en se limitant à un enseignement formel axé sur la réussite aux examens. L'éducation n'apparaît pas comme une action prioritaire, dans sa dimension socialisation, formation aux compétences essentielles à la vie et à la survie. La population, qui est le baromètre des tensions n'arrive pas à saisir clairement les buts poursuivis par l'Ajped. La confiance qu'elle a vis-à-vis des jeunes l'amène à se décharger de ses responsabilités sur elle.

BS: "Pour l'école, en fait c'est la population toujours. Nous, pour tout ce que nous faisons concernant l'école, nous essayons de rencontrer la population. Malheureusement, quelque part, la population répond très difficilement (...). Nous avons même mis en place un bureau qui émanait de la population. Mais nous disons que c'est un bureau, qu'il soit fonctionnel ou pas, que la population a responsabilisé en impliquant l'Association des Parents d'Elèves, les responsables de ceci..... Et nous, nous avons mis en place un comité qui doit gérer l'école, en l'occurrence il y'a un responsable qui est là qui gère l'école. L'entre-aide aussi, il ne faut pas qu'on aide la population jusqu'à ne pouvoir s'en sortir nous mêmes. A la longue, les pantalons que nous portons pour aller enseigner vont s'user. C'est comme ça que nous avons vu et négocié cette participation de mille frs (1000 FCFA) qui n'est pas du tout élevée et qui est très raisonnable".

Cette attitude de la population pourrait aussi traduire la désillusion que les sénégalais éprouvent par rapport à la finalité de l'école. Les produits de cette école sont les jeunes qui ont eu à initier la mise en place de l'association. Or ceux-ci, face à l'incapacité de l'Etat à garantir des emplois aux sortants des lycées, universités et écoles de formation, pour ne pas rester oisifs, se sont lancés dans une politique de création d'emplois par eux-mêmes.

A ce moment, cette population supporterait difficilement de voir les enfants non scolarisés, mais se dirait aussi que cela ne sert à rien de se lancer dans des sacrifices, du moment que les jeunes s'en occupent.

Où alors, peut-être que l'action des jeunes ne prend pas véritablement en compte la vision que les populations ont de l'éducation, de la préparation à l'insertion socioprofessionnelle de leurs enfants.

Le fait que les parents ne versent pas leur participation de mille (1000) FCFA mettent les enseignants dans des situations difficiles, car c'est à partir de cette participation qu'ils sont eux mêmes indemnisés.

Ces questionnements ont poussé les dirigeants de l'association à se proposer une redéfinition de leurs actions en matière d'éducation au niveau de Peyrissac; et de se déterminer clairement par rapport à leurs relations avec l'Etat et les Ongs. Les grandes lignes de cette nouvelle recherche-action s'articulent ainsi :

- collecter des données sur la vision de l'éducation par la population
- analyser les problèmes en vue de déterminer une offre éducationnelle adaptée aux préoccupations des enfants et de la population de Peyrissac
- approfondir la réflexion sur la problématique du genre
- examiner les difficultés en vue de planifier des formations des membres de l'Ajped
- redéfinir un plan d'action sur l'Education

En matière de santé, les actions méritent d'être consolidées et il urge de trouver un local qui appartienne à l'association.

Globalement, l'Ajped a un problème de transition. C'est une association organisée pour le développement d'une communauté et qui s'est lancée dans un processus d'élargissement de son aire d'évolution. Elle cherche à rester active dans le développement de Peyrissac, sa base, tout en poursuivant une massification des actions qu'elle a entreprises.

Ceci n'est pas spécifique à cette association. L'analyse de l'évolution des associations actives dans le développement durable de leurs communautés permet actuellement de dégager des tendances de passage à une échelle supérieure. Est ce une nouvelle configuration des aires d'évolution des associations à l'orée du troisième millénaire ?

- 1 : villages
- 2 : arondissements/départements
- 3 : quartiers/communes
- 4 : région
- 5 : pays

L'association cherche, sur la base de ses acquis, des points d'ancrage - dont les pourtours restent à déterminer - dans les domaines de l'Action Sociale (santé, éducation, assainissement, environnement), des Prestations de Services et de l'Action de Développement, comme ong.

5.2 Waraba

En ce qui concerne le thème de la santé, le Waraba avait souhaité réaliser une recherche-action pour voir comment assurer une prise en charge des problèmes de santé de la communauté.

C'est ainsi l'association a été invitée à présenter le processus. En fait, le choix d'installer une case de santé n'est pas né d'un constat sur le terrain, mais à l'occasion d'une demande d'appui en médicaments adressée à la Convention des Saint Louisiens. Les responsables de cette association ont lié l'appui en médicaments à la mise en place d'une case de santé.

C'est ainsi que le bureau de l'Association a eu à élaborer un devis.

Une fois le devis ficelé, il a été déposé au niveau de la CSL et de la Commune. C'était en 1994. Et depuis lors l'association attend la réponse.

Tous les participants au focus ont estimé pertinente l'idée de mettre sur pied une case de santé. Ils ont justifié leurs choix ainsi :

- trop de sollicitations et de dépendance vis à vis de l'infirmier de la gendarmerie de Khor
- éloignement de l'hôpital et des autres structures sanitaires
- difficultés d'évacuation des malades
- beaucoup d'enfants dans la communauté
- absence de cadre de sensibilisation communautaire sur la santé des femmes et des enfants

Les autres hypothèses de solutions soulignées leur ont paru inappropriées dans certains cas, et à mûrir dans d'autres.

- obtenir une ambulance pour les évacuations
- demander à des médecins et pharmaciens chômeurs de venir visiter régulièrement les populations
- mettre sur pied une mutuelle de santé
- se rapprocher de l'Université de Saint Louis ou des Militaires du Camps de Bango

Les obstacles à la mise sur pied de cette structure sanitaire ont été recensés :

- non réception de l'appui promis
- manière de procéder
- absence de concertation avec la population
- non implication de tous
- passivité de l'association
- attentisme
- fatalisme
- élaboration et suivi du dossier

Ces données ont fait l'objet d'une analyse selon trois dimensions : le politique (pass-pass), le culturel (aada) et l'économique (com-com).

Quels rapports entretiennent ces obstacles les uns et les autres, et quel est le plus important ?

L'obstacle qui regroupe les caractéristiques de tous les autres et qui a été retenu est la manière de procéder.

L'analyse de cet obstacle a révélé un certain nombre de causes :

- circulation de l'information insuffisante
- oubli ou non prise en compte d'outils méthodologiques
- sous estimation de l'apport de l'association : le terrain, la main d'oeuvre n'ont pas été budgétisés
- la plupart des choses demandées pouvaient être prises en charge par la communautés (les serrures, les tables...)

- certains éléments n'étaient pas prévus (tables , chaises, frigidaire pour la conservation des produits, frais d'installation de l'électricité, de l'eau...)

Une (1) cause a été retenue comme génératrice de toutes les autres :

- circulation de l'information insuffisante

En définitive, le seul obstacle à la mise en place de cette case de santé, c'est la non implication de l'ensemble de la communauté.

Par rapport au thème de l'environnement, les participants ont dessiné le quartier en partant de la comment ils le vivaient et le percevaient. Les éléments suivants ont été recensés :

- Espace Vert
- école
- canal
- SDE- digue
- mur
- terrain
- mosquée
- boutiques
- kiosque à pain
- marchés de maison
- "tangana"
- télécentre
- concessions

L'eau source de richesse, l'eau source de maux a été le principal thème discuté. L'inondation de la ville de Saint Louis en 1994 avait entraîné la cassure de la digue.

Face à cette situation, les solutions qui avaient été mises en oeuvre sont apparues comme des solutions provisoires, notamment le pompage des eaux.

La deuxième solution, qui a cours jusqu'à présent, est l'enfouissement des ordures (sëk) pour gagner des terres. Seulement, l'analyse de cette façon de faire révèle des risques pour la santé des populations.

Ces constats ont amené les femmes, les jeunes présents lors des focus, à faire la part des choses. D'un côté, il y'a des problèmes que la communauté peut régler toute seule, et de l'autre ceux dont la résolution nécessite des alliances à mettre en place.

Le problème de l'inondation n'est pas spécifique à Khor, c'est un problème de toute la ville de Saint Louis. Néanmoins, il faut envisager des solutions à moyen et court terme pour cette communauté. L'exercice réalisé sur la question de la case de santé a fortifié leur conviction qu'il ne faut jamais attendre les autorités ou se baser sur de promesses dans la résolution des problèmes. Si un seul habitant de Khor a construit un muret qui a protégé le quartier pendant plus de trente ans, les quelques 2500 habitants du quartier d'aujourd'hui devraient pouvoir faire autant, sinon plus, en conjuguant leurs efforts.

Les dirigeants et les membres de l'association ont décidé de poursuivre la dynamique ainsi entamée dans les exercices, de mettre en application les solutions retenues et d'approfondir la

discussion sur les autres questions, en se référant à la rap. Ils ont mis sur pied un Comité de Pilotage incluant des membres de l'association et des représentants de la population. Ses tâches sont :

- d'informer toute la population en recourant au porte à porte
- d'informer le Conseil de Quartier
- d'informer les groupements féminins
- d'informer l'association des enfants et jeunes travailleurs
- de collecter des données sur la situation socio-sanitaire du quartier
- de recenser les propositions
- de convoquer une assemblée générale avec la participation de toutes les composantes de la communauté pour opérer les choix, déterminer les moyens et planifier l'action.
- de poursuivre et d'approfondir la réflexion entamée à travers cette étude

5.3 Djulukabay

Comme nous l'avons vu ci dessus, l'association Djulukabay de Dakar mène des actions ponctuelles au niveau de la communauté d'origine, Djivente. Cependant ses membres ont comme souci de passer à une échelle supérieure, en promouvant un plan de développement intégré.

Dans le cadre des exercices réalisés, ils ont commencé par sortir un certain nombre de préoccupations :

- avoir un "Village Vert"
- avoir des activités rentables au village
- construire un complexe culturel au village
- organiser des activités au village (conférences)
- élargir la collaboration avec d'autres associations villageoises
- freiner l'exode

Toutes ces préoccupations seraient résolues, selon eux, s'il n'y'avait pas un manque crucial de moyens financiers. C'est pourquoi nous avons cherché à savoir quelles sont les sources de revenus existantes actuellement. Les principales activités génératrices de revenus sont :

- la pêche
- le périmètre maraîcher
- la poterie
- la cueillette (fruits, huile et vin de palme)

Qu'est ce qui entrave l'optimisation de ces sources de revenus ?

- le peu de rentabilité-productivité des activités
- l'absence de local
- la clôture défectueuse du jardin
- les inondations
- l'absence de moyens financiers

Ces problèmes ont été regroupés :

- le peu de rentabilité des sources de revenus

- la faiblesse ou insuffisance de moyens financiers
- l'absence d'infrastructures socio-éducatives

Cet exercice a permis de retenir comme problème prioritaire le peu de rentabilité-productivité des activités.

Les variables génératrices de ce problème ont été déterminées :

- la concurrence
- le difficile écoulement des produits
- la conservation des produits
- la baisse des prix
- la faiblesse des marchés
- l'absence d'outils modernes

Le difficile écoulement des produits a été retenu comme variable génératrice, étant la variable qui a accouché plus que les autres variables. Les participants aux focus ont été répartis en trois groupes pour réfléchir sur des pistes possibles de solution.

Auparavant, ils ont réalisé une seconde sélection sur les activités, en retenant la pêche, le périmètre maraîcher et la poterie comme activités dominantes.

C'est ainsi que chacun des trois groupes a choisi un thème :

- Groupe I : Jardin
- Groupe II : Pêche
- Groupe III : Poterie

Ces trois groupes ont fait la présentation de leurs travaux en plénière, suivant ce canevas

Groupes	Moyens à mettre en oeuvre	Lieux d'écoulement potentiels	Clientèle	méthodes
Jardin	- semences - moyen de déplacement - magasin de stockage - productions de qualité et à conservation facile	marchés, hotels, maisons de particuliers	particuliers	- diversifier les semences - paiement à échéance - prospectus à distribuer - porte à porte - marketing
Pêche	pirogue - caisse à glace - moyen de déplacement - filet	- marchés	- revendeurs - particuliers	- recenser les marchés hebdomadaires et marchés de la ville

Poterie	- professionnels de la poterie artisanale - moyens de déplacement	- boutique de vente d'exposition	de et	- villageois - touristes	- implantation de kiosques dans les marchés et sites touristiques - fabrication sur commandes - raccourcir les délais de livraison
---------	--	----------------------------------	-------	-----------------------------	--

Un deuxième exercice a eu trait au domaine de la santé. En partant de l'analyse de situation faite précédemment sur le thème de la santé, les axes suivants ont été retenus:

L'approche

- définir clairement ce qu'on veut
- avoir le sens de l'initiative
- mener des campagnes de sensibilisation
- impliquer les autorités compétentes
- responsabiliser tout le monde
- procéder à des formations
- susciter l'adhésion de la population

Les activités

objectif opérationnel : assainissement du milieu
 activités : élimination des eaux stagnantes, desherbage, chloroquinisation, incinération des ordures, enterrement des animaux morts, construction d'un dispensaire

objectif opérationnel : lutter contre le péril fécal
 activités : creusement de latrines, aération et propreté des maisons

objectif opérationnel : alimenter suffisamment et en eau propre le village
 activités : forage de nouveaux puits, entretien de ceux existant, propreté des alentours des puits, javelisation et filtrage des eaux des puits, couverture et propreté des canaris

objectif opérationnel : renforcer les compétences
 activités : formation des femmes restées au village à la transformation et à la commercialisation de produits locaux

Les ressources

ressources humaines

la population, les leaders, les femmes, les compétences en santé, animation socio-éducative et encadrement

ressources financières

produits tirés des prestations (travaux champêtres, construction de maison, théâtre...), bals à entrée payante, cotisations, subventions ou appuis d'Ongs, de l'Etat ou d'autres partenaires

ressources matérielles

recensement du matériel existant, achat de matériel complémentaire, dons de particuliers ou de partenaires, contribution matérielle de la population

En fait, ces deux exercices devaient permettre aux membres de l'association de se rendre compte de leurs possibilités et capacités à concevoir un plan de développement intégré de leur village d'origine, en partant de leur propre expertise et des ressources disponibles. Objectif atteint si l'on en croit les résultats de l'évaluation des deux journées passées ensemble :

“ Vous nous avez aidé à nous passer de toute aide. Ce qui nous manquait, c'était une vision claire de ce que nous voulions faire et comment y parvenir. Les exercices ont été les prétextes de notre redécouverte de nous”.

La synthèse des travaux et discussions a permis à l'association de retenir quatre (4) priorités, base d'un plan de développement intégré du village :

- Assainissement
- Eau et Hygiène
- Santé
- Culture et Sports

Les participants aux focus groups ont retenu aussi de convoquer des journées de restitution à l'ensemble des membres de l'association, en vue d'approfondir, à partir de la démarche participative, les différentes perspectives de solutions des problèmes de la communauté de Djivente et de renforcement de la solidarité villageoise à Dakar.

CONCLUSION

Les associations d'enfants et de jeunes sont devenues incontournables dans toute politique de développement des communautés de base.

Les associations sont en train de remplacer progressivement les anciens cadres de socialisation qu'étaient les classes d'âge. Cadres de socialisation, elles le sont certes devenues; mais aussi cadres de conception et de mise en oeuvre d'un développement local intégré et participatif.

La grande force des associations réside dans leurs capacités de mobilisation communautaire. Les populations bénéficient des actions entreprises tout en étant les principales actrices.

Les jeunes membres de ces associations valorisent l'expertise populaire à travers ces actions. Celles-ci ne sont pas des solutions proposées ou imposées par des experts "d'en haut en haut", mais résultent de l'utilisation des outils que sont l'observation, l'écoute et le questionnement, systématisés à travers la recherche-action participative.

L'analyse des difficultés recensées par ces jeunes, avec les populations, permettent de mettre en place des palliatifs aux manques et lacunes du système, et aussi, au-delà des solutions immédiates, de mettre en place des actions durables dont les impacts sont vérifiables et mesurables.

La conscience qu'ont les associations de leurs expertises les pousse aujourd'hui à vouloir s'investir encore plus. S'investir encore plus, c'est aussi redéfinir leurs rôles, statuts et buts face aux enjeux du III^e millénaire.

Vont-elles devenir des agences d'exécution pour des actions planifiées en dehors d'eux ?

Vont-elles se transformer en Ongs ?

Comment valoriser, capitaliser leurs expériences ?

Quels rôles pour quelles communautés ?

Cet ensemble de questions par rapport à l'avenir des associations constitue les trames d'une nouvelle rupture, la quatrième.

Le développement décentralisé constitue une opportunité pour les associations de prendre en charge les destinées de leurs localités.

Cependant on ne peut manquer de souligner que les enjeux du développement nécessitent la mise en place de cadres juridiques favorisant une participation réelle de celles-ci. En plus d'un cadre juridique adéquat, ces associations ont aussi besoin de renforcer, de valoriser les compétences et aptitudes qui existent en leur sein.

Le développement requiert des moyens et des ressources matérielles et financières dont les communautés ne disposent pas toujours. Quand on pense à l'immensité des moyens dont disposent souvent les Ongs et le "peu" de résultats qu'elles obtiennent sur le terrain, il devient urgent de redéfinir les rôles des unes et des autres dans la prise en charge des problèmes des populations.

Les acteurs qui ont cheminé ensemble à travers cette étude se sont engagés à poursuivre la dynamique de recherche-action entamée. L'alliance de la logique de la recherche à celle de l'action est en train de faire école, au plus grand profit des enfants et jeunes de ce pays.